

La France, championne d'Europe du manque de transparence chez les élus

Dans un rapport d'Amnesty International sur la transparence des politiques, la France se fait épinglée. Faute de clartés sur leurs intérêts et sur leurs patrimoines, les responsables Français, aussi bien au Parlement qu'au gouvernement font figure de mauvais élèves en Europe.

Avec Corinne
Lepage

Transparency International [publie aujourd'hui un document essentiel](#) qui devrait appeler à la réflexion tous les responsables politiques. Au-delà des paroles, il y a les actes et la comparaison des différents systèmes européens d'intégrité ne plaide pas en faveur de la France. **A la vérité, la montée des extrémismes dans notre pays trouve aussi sa source dans le manque de transparence, dans les difficultés de la justice à passer lorsqu'il s'agit de politiques et plus généralement d'hommes de pouvoir.**

L'examen de systèmes nationaux d'intégrité permet de juger la manière dont chaque pays a mis en place les procédures destinées à assurer l'intégrité des décideurs et plus généralement encore l'intégrité de la société. L'intérêt majeur de ce travail remarquable est de ne pas se situer seulement au niveau des bonnes paroles et de l'écrit mais de mesurer l'efficacité, c'est-à-dire l'application des mesures annoncées.

Or, cela n'étonnera personne, la France est mal classée puisqu'elle ne fait partie ni du groupe 1 qui intègre les pays leaders de l'intégrité (Suède et Danemark) ni du groupe 2 des pays qui ont un niveau relativement rigoureux (Allemagne, Finlande, Suisse, Royaume-Uni). **Nous appartenons au groupe 3 des pays ayant un système robuste mais avec des faiblesses notables. Il est très intéressant de remarquer, c'est que nos faiblesses et nos forces sont à front renversés de la moyenne européenne.** Nos juridictions financières et nos organes de contrôle des élections sont en tête ; la société civile et le secteur public sont également jugés très performants sur le plan de l'intégrité ce qui tranche avec la moyenne européenne. C'est une force considérable qui démontre le divorce réel entre la classe politique et la société.

Car, précisément, **ce sont le Parlement, l'Exécutif et la Justice qui sont le plus mal notés dans le Système national d'intégrité (SNI) français alors qu'ils sont classés en tête chez nos voisins.** En particulier la France est épinglée pour le manque de transparence de ses élus puisqu'elle est la seule avec la Slovaquie à ne pas publier les déclarations de patrimoine et d'intérêt. Personne ne sera davantage surpris que le rapport fustige l'écart entre la loi et son application.

Il est donc assez aisé de faire changer notre pays en mettant en œuvre les conclusions du rapport Sauvé pour mettre un terme au lobbying opaque, aux conflits d'intérêt multiples, au trafic d'influence, aux pratiques peu ragoûtantes de certains partis politiques en matière de financement.

Les faits sont têtus. La réalité est dure. Il ne s'agit que de volonté politique pour faire sortir la France du climat de suspicion dans lequel elle vit.